

Les bobards de Trump sur le climat

liberation.fr /desintox/2017/06/02/les-bobards-de-trump-sur-le-climat_1574078

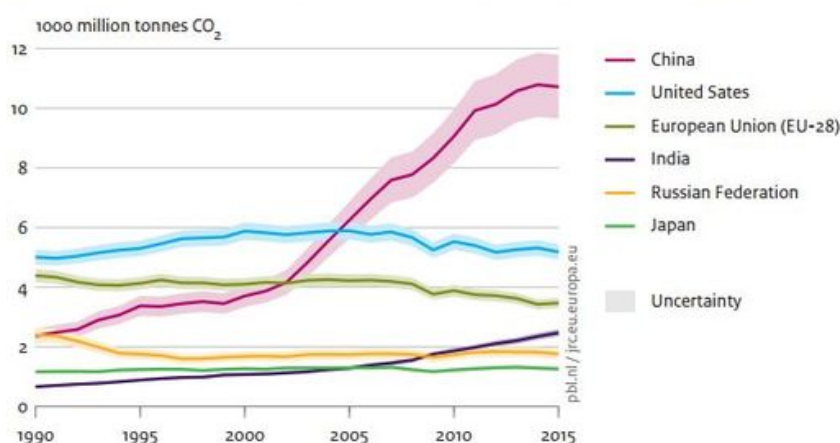
02/06/2017

Trump a fait du Trump. En annonçant, à la consternation générale, le retrait des accords de Paris, le président des Etats-unis a truffé son allocution de contre-vérités.

Trump affirme à tort que la Chine et l'Inde sont les plus gros pollueurs

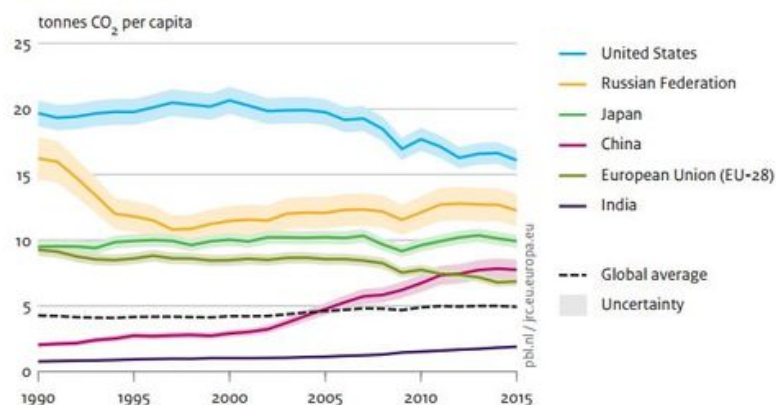
Affirmant que l'accord lèserait les Etats-Unis, Donald Trump a qualifié la Chine et l'Inde de plus gros pollueurs mondiaux, faisant a contrario des Etats-Unis le «*leader mondial de la lutte pour l'environnement*». En valeur absolue, selon [les chiffres de la commission européenne](#) (Emission Datable for Global Atmospheric Research), la Chine est bien leader mondial, avec 10,64 milliards de tonnes par an, devant les Etats Unis (5,17) et l'Inde (2,45).

Figure 2.2
CO₂ emissions from fossil-fuel use and cement production in the top 5 emitting countries and European Union



Mais ce classement n'a de sens que si on le pondère par rapport à la population. Alors, les Etats Unis prennent largement la tête face aux deux autres pays : avec 16,07 tonnes annuelles par habitant, les Etats-Unis sont loin devant la Chine (7,73), l'Union européenne (6,87) et l'Inde (1,87).

Figure 2.4
CO₂ emissions per capita from fossil-fuel use and cement production in the top 5 emitting countries and European Union



Source: EDGAR v4.3.2 FT2015 (JRC/PBL 2016; IEA 2014 (suppl. with IEA 2016 for China, BP 2016, NBS 2016); UNPD 2015 (WPP, Rev. 2015)

En fait, sur la totalité du globe, seule une poignée de pays font pire que les Etats-Unis si on rapporte le niveau

d'émissions au nombre d'habitants : les Emirats arabes unis, Oman, le Qatar, le Koweït, l'Estonie... Pas terrible pour un «leader mondial de la lutte pour l'environnement».

Trump dénonce à tort un accord qui n'interdirait le charbon qu'aux Etats-Unis.

Pour justifier la nécessité de «renégocier» l'accord du point de vue des Etats-Unis, Trump a aussi longuement développé un argument, concernant le charbon. Selon lui, l'accord de Paris forcerait les Etats-Unis à se détourner de cette énergie fossile, alors que les autres pays pourraient s'en donner à cœur joie.

«La Chine a le droit de construire des centaines de centrales à charbon supplémentaires. Donc on ne peut pas construire de centrales, mais eux peuvent, d'après cet accord. L'Inde peut doubler sa production de charbon d'ici 2020. Pensez-y : l'Inde peut doubler sa production de charbon. Nous on doit juste se débarrasser du nôtre. Même l'Europe a le droit de continuer la construction de centrales à charbon. En bref, l'accord ne supprime pas d'emplois dans le charbon, il transfère juste ces emplois hors d'Amérique et des Etats-Unis, et il les envoie dans des pays étrangers», estime le président américain.

Mais Trump fait dire à l'accord de Paris des choses qu'il ne mentionne absolument pas. En effet, [comme Libération le rappelait](#), le texte issu de la COP21 ne contient aucun des mots « énergies fossiles », « pétrole » ou, en l'occurrence, « charbon ». Surtout, il « n'autorise » ou « n'interdit » rien, et surtout pas la construction ou la fermeture de centrales.

L'accord stipule la volonté commune des signataires de contenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels ». Il se base pour cela sur [des contributions décidées à l'échelle de chaque pays](#), et n'interdit donc pas à tel ou tel pays de construire ou fermer des centrales (même si chaque contribution est examinée « en tenant compte des circonstances nationales » et qu'on demande ainsi moins aux pays les moins avancés). Les propositions adoptées lors de la COP21 orientent pour le moment plutôt la planète vers une augmentation de 3°C des températures globales par rapport à l'ère préindustrielle. L'accord prévoit donc que les pays se réunissent à nouveau tous les cinq ans pour adopter des mesures plus ambitieuses. Enfin, au grand dam de certains pays (dont le Nicaragua qui ne l'a pas signé) l'accord n'est de toute façon pas contraignant, contrairement à ce que semble indiquer Donald Trump.

Par ailleurs, si l'Inde a bien prévu de continuer à développer et (quasiment) doubler sa production de charbon, ce n'est pas le cas de la Chine, [comme l'a souligné Politifact](#). Le pays a ainsi annoncé début 2017 qu'il renonçait à construire plus de 100 centrales à charbon, et l'utilisation de cette énergie fossile particulièrement génératrice de gaz à effet de serre est en déclin dans le pays depuis 2013.

Trump minimise la portée de l'accord de Paris

Donald Trump a également justifié le retrait de l'accord en affirmant que ses effets étaient trop faibles : « *Même si l'Accord de Paris était pleinement mis en œuvre, avec une conformité totale de toutes les nations, on estime que cela ne produirait que deux dixièmes d'un degré Celsius de réduction de la température mondiale d'ici 2100. Une petite, petite baisse* », a déclaré Donald Trump pour justifier sa décision de sortir les Etats-Unis de l'accord. » Sauf que Trump a visiblement compris de travers ses fiches. Comme le montrent les travaux du Massachusetts Institute of Technology.

Le célèbre institut basé à Boston a consacré en avril 2016 une étude intitulée « [Quelle différence fera l'accord de Paris ?](#) ». Ils y soulignent que « *les projections de l'impact climatique à long terme de l'accord de Paris varient considérablement* », et envisagent plusieurs scénarios pour l'après 2030, dernière date pour laquelle les objectifs chiffrés sont fixés. Ils considèrent que l'accord de Paris, selon l'intensité des politiques mises en œuvre après 2030, pourrait réduire la hausse de la température moyenne globale en 2100 entre 0,63 et 1,07°C. Soit un impact supérieur au 0,2 degré mentionné par Trump. Même si selon le MIT, la hausse globale serait comprise entre 3 et 3,5 degrés à l'horizon 2100, bien supérieure donc à l'objectif d'une hausse limitée au maximum à 2 degrés.

Pour autant, Trump n'a pas inventé son chiffre. Il l'a seulement mal compris. En 2015, [John Reilly](#), co-directeur du programme du MIT, estimait que les promesses réalisées à l'occasion des Accords de Paris « *réduisaient de*

0,2°C le réchauffement si elles sont maintenues jusqu'en 2100, par rapport à ce qui, selon nous, aurait été le cas en étendant les mesures existantes [expirant en 2020] sur la base d'accords internationaux antérieurs de Copenhague et Cancun», en 2009 et 2010. L'impact de 0,2 degré correspond donc à la différence entre l'accord de Paris... et un scénario fictif où les accords antérieurs seraient prolongés (alors qu'ils expirent en 2020).

Trump attaque violemment et avec mauvaise foi le Fonds vert pour le climat

«En plus des restrictions énergétiques sévères infligées par l'Accord de Paris, il inclut un autre stratagème pour redistribuer des richesses en dehors des Etats-Unis à travers le soi-disant "Fonds vert pour le climat" (joli nom !), qui demande aux pays développés de dépenser 100 milliards de dollars pour les pays en développement, en plus de l'aide étrangère massive déjà existante», a dénoncé le président américain. Selon lui, ce «stratagème» a déjà coûté 1 milliard à son pays et va lui coûter des «milliards et des milliards» alors que «beaucoup d'autres pays ne vont pas donner un centime». Les affirmations de Trump sont globalement exactes : les USA ont bien d'ores et déjà versé 1 milliard de dollars au fonds en question, ce qui en fait le principal contributeur en valeur absolue à ce jour. Mais il oublie de préciser que le fonds, créé en 2011 et rattaché à l'Onu, existait bien avant l'accord de Paris (qui n'a fait qu'intensifier l'effort financier des pays participants). Surtout, il laisse penser que les Etats-Unis contribuent de façon très voire trop importante à ce fonds, alors que si l'on rapporte les sommes à la population respective des pays, ils font plutôt partie des grands pays développés qui donnent le moins au Fonds, bien derrière le Japon, l'Allemagne ou la France par exemple.

Dernier argument massue de Trump contre le Fonds : «Personne ne sait où va l'argent ! Personne n'a été capable de dire "Où est-ce que ça va ?"» Sur ce point, le président américain est particulièrement mal renseigné (ou de mauvaise foi) : le site du programme de l'Onu précise avec force détails l'ensemble des projets déjà financés, qui visent tous à limiter le réchauffement climatique ou à lutter contre ses effets. Par exemple ? 60 millions d'euros ont été prêtés à des entreprises de Mongolie pour limiter les émissions de GES et 26,6 millions de dollars ont été dépensés pour permettre l'accès à des services d'information climatique à quelques 260 700 personnes au Vanuatu.